



# **Coffre à outils**

## **des journées d'action**

### **relatives aux sommets du**

# **G8 et du G20**



**Accès universel de toutes les personnes qui en ont besoin à la prévention, au traitement, aux soins et à l'appui en matière de VIH**

## **MONTREZ-NOUS LE PLAN!**



**Congrès du travail du Canada**  
**Canadian Labour Congress**



## **Bienvenue au coffre à outils**

Nous vous remercions de l'intérêt que vous manifestez à l'égard de notre campagne canadienne des journées d'action. Le présent coffre à outils est destiné à vous aider à faire démarrer rapidement vos activités. Il n'y a pas de règle fixe sur la planification d'une action, sauf qu'elle exige de l'enthousiasme et de l'imagination. C'est pour cela que nous vous incitons à ajouter vos propres idées aux suggestions qui figurent ci-après et à partager vos idées.

Commençons par présenter certains faits au sujet de notre campagne.

## **La campagne**

Le sommet de 2010 à Muskoka était censé être l'occasion pour les pays membres du G8 de célébrer la tenue de leur promesse salubre ***d'assurer l'accès universel à la prévention, au traitement, aux soins et à l'appui en matière de VIH et de sida avant 2010***. Or, à l'échelle du globe, les services de prévention n'atteignent que 20 % des personnes qui en ont besoin et une proportion encore moindre des membres des groupes les plus vulnérables, y compris les femmes et les enfants. À chaque deux personnes qui entreprennent un traitement correspondent cinq nouvelles personnes infectées par le virus.

Le VIH compromet la santé et la productivité des travailleurs et travailleuses dans le monde entier. Puisque la grande majorité des personnes vivant avec le VIH et le sida sont d'âge actif, le VIH et le sida posent un problème de travail qui affecte les travailleuses et les travailleurs, leurs familles, les entreprises et les organismes qui les emploient ainsi que la prestation des services publics sur lesquels nous comptons tous.

Tant que les gouvernements ne tiendront pas leur promesse relative à l'accès universel, des millions de personnes souffriront même si nous savons ce qu'il est possible de faire pour prévenir l'infection au VIH et le sida et traiter leurs victimes.

C'est pour cela que le Congrès du travail du Canada (CTC) et ses syndicats affiliés ont organisé, de concert avec des groupes de la société civile, une campagne de journées d'action qui ***commencera le 21 mars et se poursuivra jusqu'à la fin d'avril***. Cette campagne est destinée à faire pression sur le premier ministre Stephen Harper et les députées et députés fédéraux canadiens.



Les journées d'action canadiennes seront renforcées par des actions de l'organisation régionale africaine de la Confédération syndicale internationale (CSI-Afrique), la CSI et le Programme des Global Unions sur le sida (GUAP), qui s'adresseront directement à l'ambassade du Canada dans leur pays et aux chefs d'État.

La crise financière mondiale actuelle continue de révéler l'importance de la prise de mesures décisives pour convaincre les chefs d'État des pays membres du G8 de tenir leur promesse de répondre à la pandémie de VIH et de sida qui sévit dans nos pays. D'abord, nos activités doivent faire pression sur le premier ministre Harper pour qu'il emploie l'influence que lui donne le fait de présider le sommet du G8 et de coprésider celui du G20 afin d'inciter les autres chefs d'État à dresser un plan concret assorti de délais précis et d'une affectation de ressources pour instaurer l'accès universel et de faire approuver ce plan par le G20. Ensuite, les pays les plus riches ont pris des engagements qui ne peuvent être honorés que par des investissements financiers soutenus, y compris la continuation de l'alimentation du Fonds mondial destiné à combattre le sida, la tuberculose et le paludisme.

Vous voulez en savoir davantage au sujet du G8 et du G20? Rendez-vous à l'adresse [www.g8.gc.ca](http://www.g8.gc.ca) et à l'adresse [www.g20.org](http://www.g20.org).

Vous verrez en outre que notre document d'information présente le rapport crucial entre le sida, le travail décent et le Pacte de l'OIT pour l'emploi (adopté en 2009), rapport qu'il faut dégager afin d'instaurer l'accès universel.

[English](#)    [Français](#)    [Español](#)



## **Nous avons besoin de votre aide!**

**Qui?** : Syndicats et organisations de la société civile du Canada.

**Quoi?** : Exiger que le G8 et le G20 **NOUS MONTRENT UN PLAN** en 2010 pour assurer l'accès de toutes les personnes qui en ont besoin à la prévention du VIH, au traitement et aux services ayant trait au sida.

Vous désirez obtenir de plus amples renseignements sur l'accès universel? Consultez la fiche documentaire que comprend le présent coffre à outils.

**Quand?** : Les journées d'action canadiennes **commenceront le 21 mars 2010 et se poursuivront jusqu'au 28 avril 2010.**

### **Principaux événements :**

Réunion des ministres des Affaires étrangères des pays membres du G8 qui aura lieu à Gatineau, au Québec, les 29 et 30 mars 2010.

Réunion des ministres du Développement des pays membres du G8 qui se tiendra à Halifax, en Nouvelle-Écosse, du 26 au 28 avril 2010.

**Pourquoi?** : En tant que chef d'État du pays hôte, le premier ministre Stephen Harper doit inciter les autres chefs d'État des pays membres du G8 et du G20 à agir rapidement et de façon décisive pour répondre au VIH-sida. L'instauration de l'accès universel demeure la promesse la plus importante qu'ait faite les pays membres du G8 à l'égard du VIH et du sida. Nous ne pouvons pas permettre qu'ils ne la tiennent pas.

***Il n'y a pas que dans les pays en développement que l'accès universel n'a pas été instauré : il y a des obstacles à l'accès à la prévention, au traitement, aux soins et à l'appui dans les pays industrialisés, y compris le Canada.***

### **Êtes-vous prêt à commencer? Participez à notre campagne!**

Notre campagne jumellera la signature d'une pétition électronique et la transmission de messages de courriel à des activités locales de lancement des journées d'action pour l'accès universel, qui auront lieu **du 21 mars au 28 avril 2010**. Le Congrès du travail du Canada et les syndicats qui y sont affiliés préparent des actions pancanadiennes auxquelles s'ajouteront des activités menées dans le monde entier. Voyons à ce que le Canada puisse être fier!



**Les journées d'action devraient vous permettre :**

- De **communiquer** et d'établir des alliances avec le plus grand nombre possible de groupes afin de transmettre un message efficace directement à votre députée ou député fédéral;
- De prendre des **mesures** qui attireront l'attention des dirigeants de votre pays et des autres pays membres du G8 et du G20;
- D'**inspirer** d'autres personnes à se joindre à vous, et particulièrement des personnes qui établissent des politiques et des guides d'opinion partageant notre cause.

**Outils que vous pouvez employer :**

- Pétition électronique (disponible le 17 mars) – signez la pétition et indiquez aux chefs d'État des pays membres du G8 et du G20 qu'ils doivent dresser un plan valable pour instaurer l'accès universel.
- En même temps, transmettez un message de courriel au premier ministre Stephen Harper. Nous vous avons facilité la tâche : il suffit de vous rendre à l'adresse <http://cupe.ca/action/hiv-aids>.
- Incorporez les « principaux messages » que comprend la présente trousse à vos lettres ou aux propos que vous tenez à des autorités et aux médias.
- Facebook – Devenez un partisan de « J'appuie l'accès universel aux services ayant trait au VIH et au sida! ». Invitez vos amis et encouragez-les à signer la pétition et à transmettre des messages de courriel et des lettres.
- Votre créativité : il est indéniable que la créativité que votre organisation et vous apportez à la campagne est sa ressource la plus puissante et la plus précieuse.



## À vous de jouer

### Transmettez votre message

- 1) Signez la **pétition électronique** (<http://cupe.ca/action/hiv-aids>) et demandez à d'autres d'en faire autant.
- 2) Si votre organisation ne l'a pas encore fait, assurez-vous qu'elle s'engage à participer à la campagne dès maintenant!
- 3) Transmettez des **messages de courriel** au premier ministre et à votre députée ou député fédéral. Demandez à celle-ci ou à celui-ci de signer la pétition!

### Communiquez avec d'autres personnes pour bien organiser votre action

- 4) Identifiez votre syndicat et vos alliés de la société civile et trouvez des moyens de **travailler ensemble**.
- 5) **Faites suivre le présent coffre à outils et son pendant international** ainsi que les autres documents de la campagne à vos partenaires du Canada et d'autres pays. Demandez-leur de se joindre à vous pour appuyer la campagne en signant la pétition et en s'adressant à l'ambassade du Canada dans leur pays.
- 6) **Faites connaître** votre action en publiant un communiqué de presse qui indique quand elle aura lieu, qui y participera et quelles sont vos revendications.
- 7) **Inspirez-nous** en nous parlant de vos actions immédiatement avant et immédiatement après celles-ci. Transmettez vos nouvelles directement au CTC (en communiquant avec David Onyalo à l'adresse [donyalo@clc-ctc.ca](mailto:donyalo@clc-ctc.ca)) ou affichez-les dans le groupe Facebook.

### Organisez une activité

- 8) **Créez une délégation** comprenant vos alliés afin de livrer en mains propres votre lettre à votre députée ou député. Prenez un rendez-vous avec votre députée ou député ou avec une personne qui le représente afin de discuter de votre demande. Annoncez la réunion aux médias.
- 9) **Organisez un rassemblement** ou un autre événement public avec des groupes alliés de la société civile afin de souligner les revendications du mouvement syndical relatives à l'accès universel, au travail décent et au Pacte de l'OIT pour l'emploi. De nombreuses activités seront tenues à l'occasion de la réunion des ministres des Affaires étrangères des pays membres du G8 (à Gatineau, au Québec, les 29 et 30 mars 2010) et de la réunion des ministres du Développement des pays membres du G8 (à Halifax, en Nouvelle-Écosse, du 26 au 28 avril 2010).



## **Principaux messages**

### **Journées d'action sur l'accès universel à l'occasion des sommets de 2010 du G8 et du G20**

Tous les pays membres du G8, y compris les pays qui font partie du G20, ont l'obligation d'honorer l'engagement pris par le G8 à instaurer l'accès universel à la prévention, au traitement, aux soins et à l'appui en matière de VIH avant 2010. La date limite est passée mais l'engagement demeure.

Puisqu'il préside le sommet du G8 et copréside celui du G20, le Canada doit donner le pas pour que les chefs d'État agissent rapidement et de façon décisive afin de relancer l'instauration de l'accès universel. Le G8 doit dresser un plan comportant des délais et une affectation de ressources et le G20 doit partager sa responsabilité jusqu'à ce que l'engagement soit respecté.

Le sommet de 2010 du G8 ne doit pas être celui où l'urgence de tenir la promesse d'instaurer l'accès universel a été réduite au moment même où cet accès devait être instauré.

L'année dernière, 7 400 nouvelles personnes par jour ont été infectées par le VIH! La prévention des nouvelles infections est le seul moyen durable à long terme de freiner la pandémie mondiale du VIH et du sida. Or, à l'échelle du globe, les services de prévention n'atteignent que 20 % des personnes qui en ont besoin et une proportion encore moindre des membres des groupes les plus vulnérables à l'infection, y compris les femmes et les enfants. Parce que la prévention efficace dépend de la disponibilité du traitement, les services de prévention et de traitement doivent être accessibles à toutes les personnes qui en ont besoin.

Puisque la grande majorité des personnes vivant avec le VIH et le sida sont d'âge actif (de 15 à 50 ans), le VIH et le sida posent un problème de travail qui affecte les travailleuses et les travailleurs, leurs familles, les entreprises et les organismes qui les emploient ainsi que la prestation des services publics sur lesquels nous comptons tous. Pourtant, le milieu de travail demeure le moins employé pour mettre en oeuvre des programmes de prévention de l'infection au VIH malgré le fait que l'efficacité des programmes de prévention par les pairs est bien reconnue.

Le VIH et le sida demeureront des facteurs principaux d'un cycle de pauvreté que ne fait que prolonger le retardement de l'adoption de stratégies sur le travail décent et de la mise en oeuvre du Pacte de l'OIT pour l'emploi afin de faire la promotion des emplois décents, des droits des travailleuses et travailleurs, de la



protection sociale et de la participation des travailleuses et travailleurs à la prise des décisions à tous les paliers (du lieu de travail aux forums nationaux).

Puisque de si nombreuses vies sont en péril, nous devons accélérer les efforts faits pour instaurer l'accès universel, atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement et renforcer le système de santé. Nous devons y voir notamment en nous engageant à réapprovisionner le Fonds mondial destiné à combattre le sida, la tuberculose et le paludisme pour répondre efficacement à la pandémie mondiale.

Il existe un besoin pressant dans le monde entier de protéger la santé des mères et des enfants. L'efficacité de l'initiative du premier ministre Harper sur la santé des mères et des enfants, particulièrement en Afrique, nécessite un engagement à assurer l'accès universel aux services de prévention de l'infection au VIH, au traitement du sida et aux services ayant trait au sida afin de renforcer le respect des droits relatifs à la santé sexuelle et reproductive qui sont au coeur de l'accès universel.



## **Accès universel à la prévention, au traitement, aux soins et à l'appui en matière de VIH et de sida**

L'engagement à assurer l'accès universel à la prévention, au traitement, aux soins et à l'appui en matière de VIH et de sida a été pris par suite de la présentation de revendications par un mouvement de membres dévoués, très organisés, éclairés et innovateurs de la société civile comprenant principalement des personnes atteintes du VIH. Ces militantes et militants ont tout simplement refusé de se faire dire « non ». Ils ont toujours demandé « pourquoi » et ont cherché « comment » arriver à leurs fins.

On peut soutenir que la campagne visant à obtenir un *engagement mondial* à l'égard de l'accès universel est ce que la société civile a réalisé de plus important au cours des temps modernes. Elle a transformé la façon dont les institutions mondiales répondent à des problèmes mondiaux, par exemple en matière de pauvreté, d'éducation, de genre et de changement climatique, et elle a relancé le débat au sujet de la santé dans le monde qui s'était enlisé il y a 30 ans.

En 2005, pendant le sommet du G8 tenu à Gleneagles, en Écosse, les gouvernements des pays développés se sont engagés à établir et à mettre en œuvre un programme de prévention, de traitement, de soins et d'appui en matière de VIH en vue d'instaurer l'accès universel au traitement de toutes

les personnes qui en ont besoin avant 2010. Ce faisant, ils ont consenti à travailler par l'entremise de l'ONUSIDA, de l'OMS et d'autres organismes internationaux et ils ont demandé l'appui des organisations philanthropiques et du secteur privé. L'engagement à instaurer l'accès universel nécessite d'aider les pays à revenu bas et moyen à accroître leurs réponses nationales.

L'engagement pris à Gleneagles a été adopté par l'Assemblée générale de l'ONU plus tard en 2005, quand les pays membres se sont engagés à :

« fixer en 2006, par des processus transparents et sans exclusive, des objectifs nationaux ambitieux, y compris des objectifs intermédiaires pour 2008... ».

Par la suite, la question de l'accès universel a dominé le milieu des politiques mondiales sur le VIH et le sida. L'accès universel a été défini comme étant l'accès de toutes les personnes, dans le monde entier, à un vaste éventail de services comprenant l'éducation, les consultations, les soins plurisectoriels, l'appui, les services de santé et les médicaments afin :

- De prévenir la transmission du VIH;
- D'aider les personnes vivant avec le VIH, leurs familles et les personnes qui leur fournissent des soins en leur permettant de vivre plus longtemps avec le VIH et en retardant l'apparition des maladies associées au sida;



- D'aider les familles affectées par le sida à réduire les effets de la maladie et de la mort sur leurs ménages et leurs communautés.

### **Engagements de ressources qui tardent**

À la fin de 2007, l'objectif de permettre à 3 millions de personnes de bénéficier d'un traitement antirétroviral a fini par être atteint.

**Toutefois, les pays sont encore loin d'avoir atteint leurs objectifs relatifs à l'accès universel puisque environ 2,7 millions de nouvelles personnes ont été infectées en 2008 et qu'à peu près 11 millions de personnes ayant besoin d'un traitement antirétroviral demeurent incapables de le recevoir.**

L'insuffisance des ressources affectées est la principale raison pour laquelle il est peu probable que l'objectif de l'accès universel sera atteint en 2010.

### **L'accès universel et le G8**

Le G8 comprend le Canada, la France, l'Allemagne, l'Italie, le Japon, la Russie, les États-Unis et le Royaume-Uni. Ces pays comptent pour 65% de l'économie mondiale. Ils se réunissent à l'occasion d'un sommet annuel pour discuter de l'état de l'économie mondiale et d'enjeux mondiaux. Les sommets du G8 sont devenus des points de convergence des militants et militants s'occupant de bien des questions de développement. Après avoir adopté son audacieuse

déclaration à Gleneagles, le G8 n'a pas encore dressé un plan global assorti de délais précis et comportant une affectation de ressources afin d'atteindre l'accès universel. Les militants et les militantes ont dû lutter pour que le sida demeure à l'ordre du jour du G8 uniquement pour entendre une réaffirmation répétée de son engagement initial.

Au cours du sommet de 2008 à Hokkaido, le G8 a cédé à la revendication d'une augmentation de la reddition de comptes en établissant un mécanisme de contrôle des progrès qu'il réalise pour honorer ses engagements en matière de santé.

### **Suivi et évaluation**

Les progrès réalisés en vue de l'accès universel se mesurent selon 8 des 25 indicateurs fournis par la Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le VIH/sida, l'accent étant mis sur les indicateurs d'établissement de procédures intégrantes de fixation d'objectifs. Un Système d'information sur la riposte des pays (CRIS) est employé par l'ONUSIDA pour contrôler et évaluer les réponses nationales au sida.

La Kaiser Family Foundation surveille le financement par le G8, la Commission européenne et d'autres gouvernements donateurs qui fournissent la majeure partie de l'aide internationale associée au VIH/sida et aux autres priorités mondiales en matière de santé dans le cadre de programmes bilatéraux et de



contributions à des organisations multilatérales comprenant le Fonds mondial.

De plus, AIDS Accountability International (AAI) a établi un tableau indicateur sur des éléments clés nécessaires à une réponse nationale efficace au VIH et au sida.

### **Accès universel et droits humains**

La société civile a indiqué le besoin pressant d'assurer l'accès universel à la prévention, particulièrement dans le cas de groupes marginalisés tels que les hommes qui ont des relations sexuelles avec des hommes, les travailleurs et travailleuses du sexe et les utilisateurs et utilisatrices de drogues injectables, qui ont tous un accès restreint à l'éducation, à la prévention, aux soins et à l'appui en matière de VIH. Les pratiques culturelles continuent de victimiser les femmes et les filles qui ne peuvent pas négocier pour voir à ce que leurs pratiques sexuelles ne comportent pas de risque.

Les violations des droits de la personne continuent de nuire aux personnes les plus vulnérables et elles alimentent la stigmatisation et la discrimination.

La *Déclaration politique sur le VIH/sida* adoptée par l'ONU en 2006 stipule que le droit de ne pas faire l'objet d'une discrimination, le droit à l'intimité, le droit à la liberté de circulation et autre, le droit à l'éducation et à l'information et le droit à la santé devraient être respectés en tant que droits humains

car les groupes en question doivent pouvoir exercer tous ces droits.

### **Dates marquantes**

- 2015 Date limite de l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le développement
- 2010 Fin du délai établi par le G8 aux fins de l'instauration de l'accès universel
- 2005 Engagement du G8 pris à Gleneagles sur le VIH et le sida
- 2001 Déclaration d'engagement
- 2000 Adoption des Objectifs du Millénaire pour le développement par l'ONU

### **Ressources**



La Trousse de militantisme du mouvement syndical établie dans le cadre du Programme des Global Unions sur le sida avec l'aide de la Campagne mondiale sur le sida indique, étape par étape, comment les syndicats peuvent établir des campagnes nationales pour instaurer l'accès universel.

<http://www.worldaidscampaign.org/fr/Principales-organisations/Organisations-du-travail/Labour-Advocacy-Toolkit>



**Sites Web utiles**

<http://www.unaids.org/fr/PolicyAndPractice/TowardsUniversalAccess/default.asp>

[www.UA2010](http://www.UA2010)

<http://aidsaccountability.org>

<http://www.kff.org/hivaids/global.cfm>



## Liens avec des ressources



La trousse de pressions sur les ambassades du Canada comprend notre document d'information et des modèles de lettres.

[English](#)    [Français](#)    [Español](#)



Page d'accueil de la CSI-Afrique

### Organisations syndicales coopératives - scène internationale



### Organisations syndicales coopératives – Canada



Public Service Alliance of Canada  
Alliance de la Fonction publique du Canada



### Organisations coopératives de la société civile



MAKE POVERTY HISTORY.CO

### Société civile canadienne





## Sites officiels



Le [site Web officiel](#) de la présidence canadienne du G8.



Le [site Web officiel](#) de la présidence du Groupe des 20 (G20) par la République de Corée

## Nouvelles de la société civile sur le G8 et le G20



Le [Sherpa Times](#) est une importante source de nouvelles de la société civile sur les campagnes entourant les sommets du G8 et du G20.